

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/WPGR/W/6

18 décembre 1995

(95-4100)

Groupe de travail des règles de l'AGCS

Original: anglais

COMMUNICATION DE LA THAÏLANDE

Document de travail sur les sauvegardes d'urgence dans le cadre de l'AGCS

La communication ci-après est distribuée à la demande de la Thaïlande aux membres du Groupe de travail des règles de l'AGCS.

Raison d'être des sauvegardes d'urgence dans le cadre de l'AGCS

1. Les négociations sur les mesures de sauvegarde d'urgence sont l'une des tâches inachevées des négociations multilatérales du Cycle d'Uruguay.
2. L'article X de l'AGCS prévoit notamment que "des négociations multilatérales fondées sur le principe de la non-discrimination auront lieu au sujet des mesures de sauvegarde d'urgence. Les résultats de ces négociations entreront en application à une date qui ne sera pas postérieure de plus de trois ans à celle de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC". Il ne s'agit donc pas de savoir s'il est ou non nécessaire d'avoir une disposition concernant les mesures de sauvegarde d'urgence, mais plutôt de savoir quelle est la meilleure façon de prévoir une disposition sur des mesures de ce type, qui permettrait effectivement de régler de façon non discriminatoire les situations d'urgence pouvant apparaître dans le commerce des services.
3. Il est vrai qu'il existe un certain nombre de soupapes de sûreté dans l'AGCS; par exemple, un Membre peut choisir de n'ouvrir que les secteurs de services qui sont prêts à soutenir la concurrence des sociétés étrangères et peut aussi ne pas accorder certains avantages, privilèges ou immunités à la totalité des parties à l'AGCS, conformément aux dispositions concernant les exemptions de l'obligation NPF. Toutefois, il est convenu, d'une façon générale, que les Membres ont l'obligation de libéraliser progressivement leur commerce des services. Les Membres en développement disposent peut-être à cet égard d'une certaine marge de manoeuvre mais ils doivent néanmoins accroître leur participation à ce processus. Les exemptions de l'obligation NPF ne sont pas éternelles. En principe, elles doivent venir à expiration dans une période de dix ans et, en fait, elles font l'objet d'un réexamen dans les cinq ans. En outre, une fois qu'un Membre ouvre des secteurs de services, il doit accorder le traitement national à tous les autres Membres pour ces secteurs, sans exception. Par conséquent, on peut supposer qu'à plus ou moins longue échéance, un Membre risquera de se trouver dans une situation telle qu'il devra prendre des mesures de sauvegarde d'urgence pour y remédier.
4. On peut aussi faire valoir que l'AGCS contient déjà des dispositions concernant les restrictions destinées à protéger l'équilibre de la balance des paiements, les exceptions générales et les exceptions concernant la sécurité; toutefois, ces dispositions ne permettront peut-être pas dans tous les cas de remédier aux situations nécessitant des sauvegardes d'urgence.

5. A cet égard, il faut préciser que le GATT renferme lui aussi des dispositions sur ces questions, mais qu'il contient également l'article XIX relatif aux mesures d'urgence concernant l'importation de produits particuliers. En outre, il existe dans l'Accord sur les textiles et les vêtements des dispositions concernant non seulement les situations dans lesquelles des mesures normales de sauvegarde d'urgence peuvent être adoptées au titre de l'article XIX, mais aussi les situations spéciales dans lesquelles des mesures spéciales de sauvegarde d'urgence peuvent être appliquées.

6. Par conséquent, il n'y a aucune raison valable de ne pas envisager l'adoption de dispositions dans le cadre de l'AGCS qui permettraient de parer aux situations dans lesquelles des mesures de sauvegarde d'urgence sont nécessaires, compte tenu du fait que l'AGCS est un instrument nouveau pour les Membres et qu'on ne peut attendre qu'il prévienne dans tous les cas les moyens de remédier à ses effets négatifs.

Nature des sauvegardes d'urgence dans le cadre de l'AGCS

7. On peut arguer qu'il est impossible d'appliquer, dans le commerce des services, les mêmes mesures que dans le commerce des marchandises, celles-ci, contrairement aux services, pouvant être stoppées à la frontière à titre de sauvegarde d'urgence. Toutefois, il n'est pas nécessaire que les mesures à appliquer dans le commerce des services soient semblables ou identiques à celles qui sont employées pour le commerce des marchandises.

8. Les mesures appliquées dans le commerce des services peuvent prendre la forme d'un gel temporaire de l'expansion de la présence commerciale des sociétés étrangères dans certains secteurs du commerce des services, ou d'une suspension temporaire de l'application du traitement national à des sociétés étrangères nouvelles dans ces secteurs, les droits acquis des sociétés qui ont déjà établi une présence commerciale étant toutefois préservés. Il ne s'agit là que d'exemples de mesures qui pourraient être prises dans des situations nécessitant des sauvegardes d'urgence. Il faudra poursuivre les recherches et les travaux pour définir les meilleures mesures possibles.

Mesures à prendre

9. Le Secrétariat de l'OMC pourrait être invité à apporter son aide en faisant une étude détaillée sur la meilleure façon d'établir les règles en question et, à cet égard, il devrait entreprendre de rechercher des règles, exemples et précédents en la matière non seulement dans les traités multilatéraux récents, mais aussi dans les traités bilatéraux, encore en vigueur ou non, ainsi que dans les législations nationales sur la question. La raison en est que le commerce multilatéral des services est un sujet si nouveau que l'on risque de ne pas trouver de règles, d'exemples ou de précédents le concernant dans les traités multilatéraux récents. Les chercher dans ces traités uniquement reviendrait à les chercher dans des endroits où ils n'existent peut-être pas. En outre, les traités bilatéraux et les législations nationales peuvent être considérés comme une indication de la pratique suivie par les Etats dans ce domaine, et cela pourrait servir de point de départ pour les négociations relatives aux dispositions sur les mesures de sauvegarde d'urgence.

10. Le Secrétariat pourrait aussi être invité à envisager de nouvelles règles appropriées sur la question, car celle-ci est si nouvelle qu'il n'a peut-être jamais existé de règles, d'exemples ni de précédents en la matière. Toutefois, cela ne signifie ni n'implique en aucune façon que cette question n'est pas importante ou qu'il n'est pas nécessaire de s'en occuper. Au contraire, l'absence de règles sur un sujet d'une telle importance signifie que les Membres de l'OMC devraient engager les négociations et les achever dès que possible, afin d'établir des règles régissant l'adoption de ces mesures dans le délai prévu à l'article X de l'AGCS.